



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

CADRE MACROÉCONOMIQUE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE INCLUSIVE EN AFRIQUE

QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Contexte et introduction

Dans le contexte africain, les taux de croissance économique impressionnants et soutenus enregistrés au cours de la dernière décennie ont été critiqués pour n'avoir pas donné lieu à une croissance inclusive, n'ayant que peu contribué à créer des emplois, à élargir la participation et à améliorer globalement les conditions de vie des pauvres. Dans l'ensemble, l'Afrique est confrontée au double défi de maintenir sa forte croissance économique et de la transformer en un développement soutenu et inclusif, basé sur une diversification économique qui crée des emplois, concourt à la réduction des taux d'inégalité et de pauvreté, ouvre plus largement l'accès aux services de base et rectifie les défaillances du marché qui compromettent la viabilité environnementale. Dans ces conditions, l'économie verte inclusive offre un modèle de rechange pour relever simultanément tous ces défis, en alignant de manière active les politiques macroéconomiques des États sur les objectifs environnementaux et sociaux.

Pour que s'opère ce changement de paradigme, il est essentiel de pouvoir compter sur un environnement macroéconomique favorable. La réussite de la mise en œuvre d'une économie verte inclusive sur l'ensemble du continent exige des États membres qu'ils se dotent d'orientations macroéconomiques stables et viables qui soient conçues pour soutenir, entre autres, la croissance et la résilience économiques, l'utilisation rationnelle des ressources, un développement sobre en carbone, une gestion viable des ressources naturelles, un développement infrastructurel durable, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale. En outre, les politiques macroéconomiques devraient être déterminées par une stratégie de développement à long terme visant à faciliter la transformation des structures économiques et sociales, de sorte à assurer une corrélation positive entre investissement et croissance et à déclencher une croissance verte et inclusive. Le cadre macroéconomique (particulièrement le tandem des politiques budgétaires et monétaires) demeure essentiel à la réalisation d'une économie verte inclusive, en consolidation du concept d'« essor de l'Afrique » et en réalisation des politiques macroéconomiques formulées dans l'Agenda 2063.

Les politiques budgétaires : La plupart des pays africains, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne, font face à d'importants déficits de ressources en raison de la faiblesse de l'épargne intérieure et des besoins d'investissement élevés. L'écart entre l'épargne intérieure brute et la formation brute de capital accumule la dette extérieure et est susceptible de mettre en péril la stabilité macroéconomique des pays. La politique budgétaire est fondamentale pour diriger des ressources supplémentaires vers l'économie verte en ayant recours à des mesures visant à promouvoir ses objectifs. Les réformes fiscales vertes, par exemple, produisent des recettes et créent une marge de manœuvre budgétaire permettant des investissements publics verts et des dépenses sociales en faveur des pauvres. Les taxes sont aussi un moyen de dissuader la surexploitation de certaines ressources et d'encourager la durabilité. L'établissement de tarifs reflétant les coûts a permis d'assurer une répartition efficiente des ressources et d'attirer les investissements consacrés à la croissance verte inclusive. Les investissements publics ciblant l'exploitation des sources d'énergie renouvelable, par exemple, peuvent répondre tout à la fois aux enjeux énergétiques, environnementaux, sociaux et économiques. L'affectation de fonds aux secteurs prioritaires ayant le plus grand potentiel de création d'emplois par le biais d'ajout de valeur et de liens en amont ou en aval, peut accroître la productivité et l'emploi.

Les politiques monétaires : La conduite de la politique monétaire peut avoir une incidence directe sur le financement, l'un des principaux obstacles à la transition vers l'économie verte, en assurant l'accès aux moyens de production (par le crédit et la consolidation des institutions financières). Les politiques monétaires restrictives (comme l'augmentation des

taux d'intérêt) peuvent limiter le potentiel transformateur d'une économie verte en restreignant les investissements et la croissance économique. Il est donc nécessaire de parvenir à un juste équilibre : maîtriser l'inflation tout en laissant une marge de manœuvre suffisante pour financer l'économie verte, compte tenu du fait que la cible d'inflation doit être adaptée au niveau de développement du pays. Si une forte inflation peut être préjudiciable à la croissance et au développement, un très faible taux d'inflation dans les pays à faible revenu peut également avoir un impact négatif sur la croissance. Par ailleurs, les crédits et les services financiers peuvent jouer un rôle de premier plan en permettant aux entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises et celles du secteur informel, d'obtenir et d'accumuler des ressources pour financer leur transition. En particulier, l'octroi de crédits préférentiels aux secteurs prioritaires ayant un effet multiplicateur élevé sur l'emploi et l'investissement et aux secteurs basés sur les ressources naturelles pourrait favoriser une économie verte.

Dans l'ensemble, la promotion du concept d'« économie verte inclusive » en Afrique favorise la croissance et la transformation durables sur le continent. Il est donc essentiel de veiller à ce que des politiques d'économie verte inclusive s'inscrivent dans le cadre des plans de développement des pays et soutiennent ainsi leurs objectifs de développement. Dans ce contexte, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a commandé une étude sur les **« cadres macroéconomiques pour une économie verte inclusive en Afrique »**, avec pour objectif de se pencher sur les conditions macroéconomiques propices à l'économie verte inclusive, et de mieux comprendre le rôle que peuvent jouer les politiques budgétaires, monétaires et financières dans la transformation durable de l'Afrique.

Objectifs de l'enquête

L'objectif du présent questionnaire est de collecter les données et informations nationales nécessaires à la réalisation de l'étude, et ce, grâce aux coordonnateurs désignés à cette fin dans les pays africains suivants : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Égypte, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Madagascar, Maroc, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Togo, Tunisie, République-Unie de Tanzanie et Zambie.

Notes aux coordonnateurs de l'étude chargés de remplir le questionnaire d'enquête

- N'hésitez pas à consulter d'autres institutions dans votre pays pour obtenir et compiler les informations requises.
- Remplissez le questionnaire en fournissant toutes les informations nécessaires de façon claire et concise.
- Si les espaces de réponse sont insuffisants, veuillez consigner les informations complémentaires sur une feuille séparée.
- Le questionnaire ne couvrant pas nécessairement tous les aspects de l'étude, veuillez fournir toutes autres informations utiles dont vous disposeriez en rapport avec les objectifs de l'étude et qui ne seraient pas visées dans le questionnaire.
- Veuillez adjoindre les documents présentant les informations recherchées.

- Veuillez transmettre le questionnaire rempli à la **CEA** au plus tard le **25 octobre 2016**.

- **Merci d'adresser le questionnaire rempli à :**

Charles Nhemachena – CNhemachena@gmail.com.

Veuillez mettre en copie :

Benjamin Banda – BBanda@uneca.org

Nassim Oulmane – NOulmane@uneca.org

Questions

1. Principal plan national de développement/Principale stratégie nationale de transformation structurelle – objectifs, buts et priorités

a) Veuillez brièvement décrire ci-dessous les plans adoptés par votre pays pour transformer ses structures économiques :

Bref aperçu du programme national de développement ou de transformation économique structurelle du pays

- i) *Nom de la stratégie nationale/du plan national de développement ou de transformation structurelle, ou de son équivalent* : Cliquez ici pour répondre
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Durée de la stratégie/du plan* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux objectifs de la stratégie nationale/du plan national de développement ou de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.
- v) *Principales priorités, notamment sectorielles, de la transformation structurelle du pays* : Cliquez ici pour répondre.
- vi) *Relevez et énumérez certaines des principales priorités en matière d'économie verte inclusive, notamment sectorielles, du développement/de la transformation structurelle du pays qui ont été intégrées dans le plan/la stratégie* : Cliquez ici pour répondre.
- vii) *Remarques (toute information utile non visée ci-dessus)* : Cliquez ici pour répondre.

2. Principales stratégies/politiques d'économie verte inclusive adoptées et liens/synergies avec les politiques visant directement le développement et/ou la transformation structurelle du pays

a) Votre pays a-t-il adopté une stratégie/politique majeure/reconnue en matière d'économie verte inclusive ?

☐ Oui ☐ Non

b) Si votre réponse est **oui**, veuillez brièvement décrire ci-dessous la stratégie/politique majeure/reconnue adoptée par votre pays et ses liens/synergies avec les politiques visant directement la transformation structurelle.

Stratégie ou politique d'économie verte inclusive n° 1

- i) *Nom de la stratégie/politique d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique en vue de la réalisation d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec les politiques de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.

Stratégie ou politique d'économie verte inclusive n° 2

- i) *Nom de la stratégie/politique d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique en vue de la réalisation d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec les politiques de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.

c) Si votre réponse est **non**, veuillez expliquer, le cas échéant, s'il est prévu de formuler et d'adopter une stratégie ou des politiques/des moyens d'action en matière d'économie verte inclusive.

Cliquez ici pour répondre.

3. Politiques macroéconomiques (budgétaires et monétaires), priorités nationales de développement et développement d'une économie verte inclusive

a) Veuillez brièvement décrire ci-dessous les **politiques budgétaires** adoptées par votre pays pour répondre aux priorités nationales de développement et favoriser une économie verte inclusive. Décrivez les liens et synergies de ces politiques avec les priorités nationales de développement et les politiques d'économie verte inclusive.

(Voir l'annexe 1 qui présente plusieurs exemples de moyens d'action macroéconomiques orientés vers une économie verte inclusive.)

Politique budgétaire n° 1

- i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique au regard* :
 - a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec* :
 - a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre
 - b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre

Politique budgétaire n° 2

- i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique au regard* :
 - a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec* :
 - a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

Politique budgétaire n° 3

- i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs de la politique au regard* :
 - a) *des priorités nationale de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

iv) *Principaux liens/Principales synergies avec :*

- a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre.
- b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

b) Veuillez brièvement décrire ci-dessous les **politiques monétaires** adoptées par votre pays pour répondre aux priorités nationales de développement et favoriser une économie verte inclusive. Décrivez les liens et synergies de ces politiques avec les priorités nationales de développement et les politiques d'économie verte inclusive.

Politique monétaire n° 1

i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.

ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.

iii) *Principaux objectif et principal objet de la politique au regard :*

- a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre
- b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

iv) *Principaux liens/Principales synergies avec :*

- a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre.
- b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

Politique monétaire n° 2

i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.

ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.

iii) *Principaux objectif et principal objet de la politique au regard :*

- a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.
- b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

iv) *Principaux liens/Principales synergies avec :*

- a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre.
- b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

Politique monétaire n° 3

- i) *Nom* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique au regard* :
 - a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec* :
 - a) *le plan national de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *les politiques d'économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

4. Atouts et faiblesses des politiques macroéconomiques au regard des priorités nationales de développement et du développement d'une économie verte inclusive

a) Veuillez brièvement relever ci-dessous les principaux atouts et acquis gagnant-gagnant que comporte la mise en œuvre des politiques macroéconomiques pour répondre aux priorités nationales de développement et favoriser le développement d'une économie verte inclusive. Quelles sont les actions nécessaires pour exploiter les faiblesses et les compromis résultant de ces politiques ?

Atout/Acquis gagnant-gagnant n° 1

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution des politiques macroéconomiques visant à répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution des politiques macroéconomiques visant à favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*

Atout/Acquis gagnant-gagnant n° 2

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution des politiques macroéconomiques visant à répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution de politiques macroéconomiques visant à favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*

Atout/Acquis gagnant-gagnant n° 3

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution des politiques macroéconomiques visant à répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles constituer un atout pour favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les actions nécessaires pour concrétiser cet atout dans la formulation et l'exécution des politiques macroéconomiques visant à favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*

b) Veuillez brièvement relever ci-dessous les principaux compromis et principales faiblesses que comporte la mise en œuvre des politiques macroéconomiques pour répondre aux priorités nationales de développement et favoriser le développement d'une économie verte inclusive. Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent pour surmonter ces faiblesses/compromis ?

Faiblesses/Compromis n° 1

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

Faiblesses/Compromis n° 2

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i. *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii. *Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

Faiblesses/Compromis n° 3

En ce qui concerne les priorités nationales de développement :

- i) *En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de répondre aux priorités nationales de développement ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) *Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

En ce qui concerne l'économie verte inclusive :

- i) En quoi les politiques macroéconomiques peuvent-elles comporter des faiblesses/compromis pour ce qui est de favoriser le développement d'une économie verte inclusive ? Cliquez ici pour répondre.*
- ii) Quelles sont les mesures correctives qui s'imposent ? Cliquez ici pour répondre.*

5. Bonnes pratiques, facteurs de réussite et enseignements tirés de la conception et de l'exécution des politiques macroéconomiques visant à répondre aux priorités nationales de développement et à favoriser le développement d'une économie verte inclusive.

a) Veuillez brièvement relever ci-dessous quelques bonnes pratiques, facteurs de réussite et enseignements tirés de la formulation et de l'exécution des politiques macroéconomiques visant à répondre aux priorités nationales de développement et à encourager le développement d'une économie verte inclusive.

Bonne pratique n° 1

- i) Nom de la politique : Cliquez ici pour répondre.*
- ii) Objectif et brève description de son processus de formulation et d'exécution : Cliquez ici pour répondre.*
- iii) Résultats obtenus par sa mise en œuvre : Cliquez ici pour répondre.*
- iv) Facteurs de réussite (ayant permis son succès) : Cliquez ici pour répondre.*
- v) Enseignements à retenir pour que l'élaboration et l'exécution de la politique soient réussies : Cliquez ici pour répondre.*

Bonne pratique n° 2

- i) Nom de la politique : Cliquez ici pour répondre.*
- ii) Objectif et brève description de son processus de formulation et d'exécution : Cliquez ici pour répondre.*
- iii) Résultats obtenus par sa mise en œuvre : Cliquez ici pour répondre.*
- iv) Facteurs de réussite (ayant permis son succès) : Cliquez ici pour répondre.*
- v) Enseignements à retenir pour que l'élaboration et l'exécution de la politique soient réussies : Cliquez ici pour répondre.*

Bonne pratique n° 3 :

- i) *Nom de la politique* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Objectif et brève description de son processus de formulation et d'exécution* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Résultats obtenus par sa mise en œuvre* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Facteurs de réussite (ayant permis son succès)* : Cliquez ici pour répondre.
- v) *Enseignements à retenir pour que l'élaboration et l'exécution de la stratégie soient réussies* : Cliquez ici pour répondre.

6. Autres politiques et stratégies sectorielles ou nationales utilisées pour réaliser les buts/objectifs nationaux de développement et de transformation structurelle

Hormis les politiques et stratégies macroéconomiques et d'économie verte inclusive adoptées (*visées dans les questions ci-dessus*), quelles autres politiques ou stratégies sectorielles ou nationales sont utilisées en vue de réaliser les buts/objectifs nationaux de développement/de transformation structurelle ?

Autre politique/moyen d'action n° 1

- i) *Nom de la politique/de la stratégie/du moyen d'action aux niveaux sectoriel ou national* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique/de la stratégie/du moyen d'action au regard* :
 - a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.
 - b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.
- iv) *Principaux liens/Principales synergies avec les politiques de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.

Autre politique/moyen d'action n° 2

- i) *Nom de la politique/de la stratégie/du moyen d'action aux niveaux sectoriel ou national* : Cliquez ici pour répondre.
- ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.
- iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique/de la stratégie/du moyen d'action au regard* :
 - a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.

b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre.

iv) *Principaux liens/Principales synergies avec les politiques de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.

Autre politique/moyen d'action n° 3

i) *Nom de la politique/de la stratégie/du moyen d'action au niveau sectoriel ou national* : Cliquez ici pour répondre.

ii) *Année de son adoption* : Cliquez ici pour répondre.

iii) *Principaux objectifs et principal objet de la politique/de la stratégie/du moyen d'action au regard* :

a) *des priorités nationales de développement* : Cliquez ici pour répondre.

b) *d'une économie verte inclusive* : Cliquez ici pour répondre

iv) *Principaux liens/Principales synergies avec les politiques de transformation structurelle* : Cliquez ici pour répondre.

7. Coordonnées de la personne qui a rempli le questionnaire

| | |
|--|----------------------------|
| Civilité (P ^r / D ^r / M. / M ^{me} / M ^{elle}) | Cliquez ici pour répondre. |
| Prénom | Cliquez ici pour répondre. |
| Nom | Cliquez ici pour répondre. |
| Fonctions | Cliquez ici pour répondre. |
| Organisation/Institution | Cliquez ici pour répondre. |
| Adresse | Cliquez ici pour répondre. |
| Numéro de téléphone | Cliquez ici pour répondre. |
| Numéro de télécopie | Cliquez ici pour répondre. |
| Courriel | Cliquez ici pour répondre. |
| Site Internet de l'organisation/institution | Cliquez ici pour répondre. |
| Institutions consultées | Cliquez ici pour répondre. |
| Pays | Cliquez ici pour répondre. |
| Date de remise | Cliquez ici pour répondre. |

FIN DU QUESTIONNAIRE

MERCI D'AVOIR PRIS LE TEMPS DE REMPLIR CE QUESTIONNAIRE

Annexe 1

Exemples de moyens d'action macroéconomiques et autres encourageant la transition vers une économie verte inclusive

| Moyens d'action | Aperçu |
|--|--|
| Moyens d'action budgétaires en matière d'environnement | Ils s'entendent des dispositions fiscales et des systèmes de tarification tels que « les taxes ou redevances en matière d'extraction de ressources naturelles, la tarification applicable aux usagers de services tels que l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets, en vue de récupérer les coûts, ainsi que les autres taxes écologiques telles que les redevances de pollution ». Ils jouent un rôle important dans la collecte des revenus destinés à l'État, notamment pour financer l'économie verte inclusive et contribuer simultanément aux objectifs d'efficacité, d'équité et de durabilité environnementale. |
| Subventions | Les subventions peuvent s'entendre de transferts financiers, d'un traitement fiscal préférentiel ou d'une prestation de services publics. Elles aident notamment les ménages pauvres à réduire les prix pratiqués au niveau des utilisateurs finaux, amortissent les chocs et encouragent le développement de certains secteurs productifs. Il sera probablement nécessaire, toutefois, de réformer le système des subventions dans certains pays (notamment dans le cas de l'énergie, de l'eau ou de l'agriculture). Cette réforme s'impose lorsque les subventions vont à l'encontre des principes de l'économie verte inclusive, par exemple lorsqu'elles encouragent l'utilisation inefficace des ressources, la pollution et les distorsions commerciales. La transition vers l'économie verte inclusive, fondée sur la réforme des subventions, réussit lorsqu'elle parvient, entre autres, à orienter l'argent libéré vers des initiatives vertes et à faciliter la transition des pauvres. |
| Paiements pour services écosystémiques | Les paiements pour services écosystémiques sont un moyen d'action axé sur le marché. Ils sont définis comme « un accord volontaire conditionnel entre au moins un "vendeur" et un "acheteur" portant sur un service environnemental bien précis – ou sur une utilisation des terres censée produire ce service ». Au nombre des acheteurs figurent les bénéficiaires directs ou ceux qui agissent en leur nom. Dans le cas de l'eau, par exemple, il peut s'agir d'entreprises qui l'utilisent directement, d'organisations écologiques, de donateurs et d'États. Ces paiements, qui sont des récompenses, renforcent et garantissent la prestation durable du service écosystémique concerné. Ce faisant, ils appuient et améliorent les modes de subsistance locaux et la durabilité des écosystèmes. |
| Instruments réglementaires | Les instruments réglementaires tels que les normes de produits, les normes d'émission ou les normes en matière de pollution peuvent jouer un rôle central dans l'adoption d'économies vertes inclusives. Ils peuvent encourager l'utilisation plus efficace des ressources. Leur efficacité dépendra de l'existence d'institutions de régulation et de mécanismes de surveillance transparents, responsables et compétents. Ils doivent également tenir compte de l'économie informelle, telle qu'elle existe dans l'agriculture et les secteurs extractifs, qui est très présente en Afrique. |
| Certification de la production et du commerce durables | La certification est importante pour faire la distinction entre les biens et services qui sont écologiquement durables (produits verts) et ceux qui ne le sont pas. La possibilité d'identifier les produits verts présents sur le marché peut accroître leur valeur commerciale et améliorer le positionnement de leurs producteurs. La certification ne contribue pas seulement à la croissance verte mais garantit également le sérieux des pratiques environnementales et la |

| | |
|---|--|
| | durabilité à long terme des ressources. Les systèmes de certification supposent que les principales parties prenantes s'entendent sur plusieurs points : la définition d'une pratique durable acceptable fondée sur une série de normes, un processus de contrôle de la conformité aux normes et de traçabilité des sources durables, et l'étiquetage des produits. Il est toutefois important que ces systèmes ne deviennent pas un obstacle au commerce international. |
| Évaluation stratégique environnementale | Les évaluations stratégiques environnementales sont définies comme un moyen d'intégrer les considérations environnementales aux politiques de développement. Elles sont à cet égard essentielles lors de l'intégration des dimensions économiques vertes inclusives aux politiques de transformation structurelle. Elles impliquent une grande variété d'outils et sont efficaces lorsqu'elles sont réalisées aux premiers stades de la formulation des politiques. |
| Évaluation de l'impact des projets | Cette évaluation peut contribuer à garantir que les projets produiront des résultats conformes à une économie verte inclusive. Un plan est mis en place, s'il y a lieu, pour gérer les risques relevés. Les évaluations d'impact sur l'environnement représentent l'un des moyens d'action couramment utilisés dans le monde, y compris dans la plupart des pays africains. Les évaluations d'impact social s'appliquent également. Ces deux outils constituent un point d'entrée essentiel pour garantir la production de résultats conformes à une économie verte inclusive durant l'exécution des projets. |
| Comptabilité verte | Les ressources naturelles sont à la base de la production et du bien-être humain. La comptabilité verte permet aux pays de tenir compte, dans la comptabilité nationale, de la valeur de l'endommagement et de l'épuisement de leur patrimoine naturel. L'épargne nette ajustée à l'amortissement des actifs produits, ainsi qu'à l'épuisement et à la dégradation de l'environnement, a ainsi servi à évaluer les perspectives de durabilité du bien-être humain. Lorsque le patrimoine naturel qui est à la base du bien-être s'épuise, l'épargne nette est négative. Cela signale la mise en péril de la durabilité du bien-être. |
| Cadres d'investissement et incitations en faveur de l'énergie verte | <p>L'amélioration du niveau d'offre des énergies renouvelables et l'élargissement de l'accès à ces énergies peuvent donner une impulsion majeure à la transition vers l'économie verte. Il est toutefois indispensable, dans bien des cas, que les énergies renouvelables bénéficient d'un appui public conséquent afin de pouvoir attirer les investissements, accéder au marché, s'y établir et s'y maintenir, et accéder de même au réseau électrique national et autres infrastructures énergétiques. L'investissement dans l'énergie verte passe par l'élaboration d'un cadre solide pour les mesures budgétaires, financières et législatives. Les principales politiques-cadres incluent les principes d'investissement, les cadres pour l'accroissement de la concurrence dans les secteurs énergétiques nationaux, en particulier l'électricité, les cadres pour l'amélioration des partenariats public-privé et le renforcement des capacités publiques de gestion de ces partenariats, et la réglementation du secteur financier.</p> <p>Les tarifs de rachat constituent l'un des mécanismes communs couramment utilisés pour promouvoir la production d'énergie renouvelable, notamment en Afrique.</p> |
| Instruments de protection sociale | Certains secteurs de la société et certaines personnes ont besoin d'être protégés en cas de transition économique verte inclusive (par exemple, en cas de suppression d'emplois), l'objectif étant de les empêcher de tomber dans une extrême pauvreté, ou de les aider à s'en affranchir. Les instruments de |

| | |
|---|---|
| | protection sociale permettront que des services et transferts essentiels leur soient fournis. |
| Pratiques durables de passation des marchés publics | La passation des marchés publics représente, pour de nombreux pays, une part importante des dépenses publiques et du PIB. Toute stratégie dédiée à la mise en place de pratiques durables pour la passation des marchés publics est susceptible de stimuler l'offre et la demande de produits contribuant à la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux. Elle peut également stimuler l'innovation et attirer les investissements dans les technologies plus vertes. |
| Politiques en faveur de l'innovation verte | <p>« Les politiques d'éco-innovation sont celles qui entendent susciter des innovations vertes. Elles ont pour ambition d'encourager l'innovation « soit dans tous les domaines (politiques horizontales), soit en visant une technologie particulière (politiques verticales) ». De leur côté, les politiques industrielles vertes s'adoptent pour « verdir » les structures de production de l'économie. Elles peuvent viser certains secteurs ou certaines entreprises et incluent les subventions à la recherche-développement dans un secteur industriel donné, les subventions de capital, les allègements fiscaux, les tarifs de rachat et les protections contre les importations. Les politiques d'innovation facilitent également les investissements publics directs par la levée des contraintes pesant sur le développement des nouvelles technologies.</p> <p>Ces investissements peuvent générer de nouvelles formes de capital qui permettent à l'industrie de progresser dans une direction donnée, ou alléger les conditions qui font obstacle aux changements dans la société. Les principales actions à retenir dans le cadre de l'élaboration des politiques d'éco-innovation sont : donner des indications politiques prévisibles de sorte que les inventeurs-innovateurs et les utilisateurs potentiels de technologies vertes ne soient pas dissuadés de réaliser les investissements nécessaires, orienter les efforts publics en recherche-développement vers l'appui à l'innovation verte en vue de répondre aux besoins locaux, renforcer les capacités locales pour pouvoir assimiler les technologies étrangères et les adapter aux besoins locaux, exploiter les possibilités offertes par d'autres moyens d'action pour consolider le marché des produits verts et encourager l'innovation.</p> |

Basé sur les sources suivantes : BAD et al., 2012; OCDE, 2012; OCDE, 2011(a); OCDE, 2011(b); CEA et PNUE, 2013; PNUE :

http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/news/Issue%20Briefs/fiscal%20policy%20brief_FR_final.pdf.